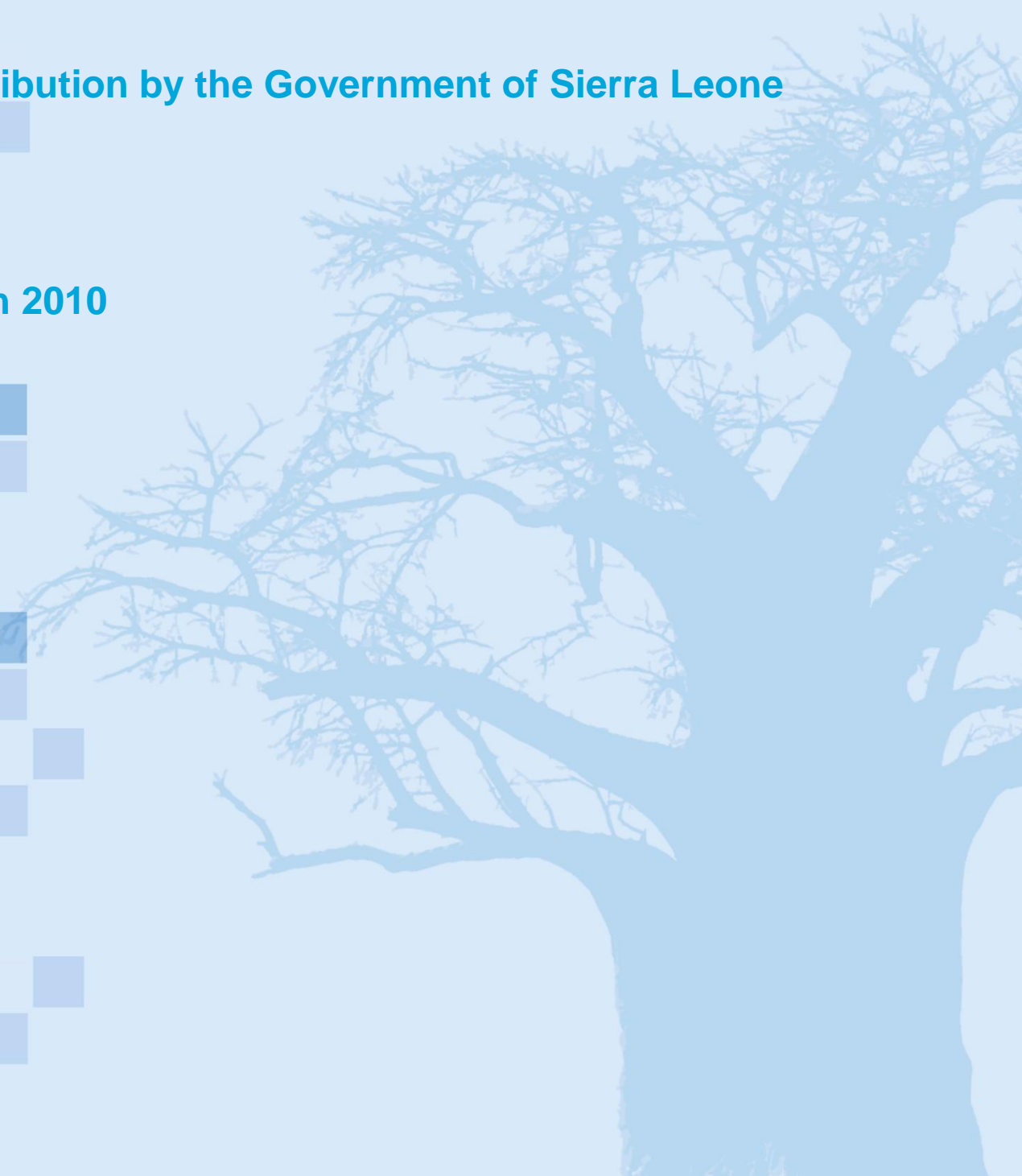


# The International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding

Contribution by the Government of Sierra Leone

March 2010



# Résumé

## Résumé des principales conclusions

### Priorités

Après avoir réussi à assurer la sécurité physique dans le pays, le gouvernement de la Sierra Leone a décidé, en 2008, de ne plus concentrer essentiellement son action sur la sécurité pour se pencher aussi sur les priorités économiques et les grandes priorités du développement. Ces priorités sont énoncées dans le programme de réforme intitulé « *Poverty Reduction Strategy 2008-2012 : An Agenda for Change* » (CSLP II) et renvoient principalement à la mise en place des éléments suivants :

- Un réseau électrique national fiable ;
- Des capacités dans les domaines de la pêche et de l'agriculture ;
- Une infrastructure de transport nationale ;
- Des ressources humaines valorisées.

Chaque priorité stratégique s'inscrit dans un cadre d'ensemble cohérent qui concilie les impératifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, et prévoit un ensemble d'activités spécifiques, conçues avec logique pour réaliser les objectifs du CSLP II. Celui-ci est le principal document de planification à l'appui du renforcement de l'État et de la consolidation de la paix — la Commission de consolidation de la paix note que le CSLP II a pris en compte ses recommandations de 2007 relatives au Cadre de coopération pour la consolidation de la paix. Elle mentionne, par exemple, la bonne connaissance qu'a la Sierra Leone des liens étroits existant entre les impératifs du développement économique, de la gestion du secteur public et d'une gouvernance améliorée.

### Principaux goulets d'étranglement et problèmes rencontrés par le gouvernement et les acteurs extérieurs pour mener à bien ou soutenir les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État

Un certain nombre de goulets d'étranglement importants affectent la manière dont le gouvernement et la communauté internationale collaborent pour répondre à ces priorités :

S'il existe une instance de coordination accueillant donateurs et partenaires – présidée par la Sierra Leone et dénommée « Development Partners Committee » (DEPAC) – on s'accorde à penser que cette instance ne fonctionne pas aussi régulièrement ou efficacement que prévu. L'élaboration de la politique d'aide du gouvernement offre une nouvelle occasion de rapprocher donateurs et pouvoirs publics, et d'institutionnaliser une communication directe aux niveaux politique et technique les plus élevés.

Le recours mal coordonné aux compléments de salaire et aux unités de mise en œuvre de projet altère la capacité du gouvernement à mettre en place une fonction publique nationale efficace. Si cette pratique a été jugée nécessaire pour renforcer à court terme les capacités du gouvernement de la Sierra Leone, une stratégie de retrait doit être élaborée pour naviguer avec succès entre les écueils que constituent des attentes irréalistes et une nouvelle dégradation de la motivation des fonctionnaires dont la vaste majorité ne bénéficie pas du système de compléments de salaire.

Le pays reste étroitement tributaire des apports d'aide qui entrent pour 70 % dans la totalité des dépenses publiques. Les diamants au Sierra Leone étant d'origine alluvionnaire, le système officiel a beaucoup de mal à contrôler sa principale source de revenus. Le pays dispose d'une marge de manœuvre budgétaire trop limitée pour pouvoir se passer rapidement de l'aide extérieure. Le ministère des Finances et du Développement est actuellement l'objet d'une restructuration devant lui permettre de

budgetiser plus efficacement l'aide au développement. Il s'agit là d'une initiative importante qui réclamera le soutien des donateurs ainsi qu'un ferme leadership politique pour améliorer la gestion des finances publiques et rendre ainsi la Sierra Leone moins tributaire de l'aide.

### **Modalités de la planification stratégique à l'appui de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État**

Outre le CSLP II, le gouvernement de la Sierra Leone a élaboré, après consultation des ministères sectoriels, un document d'orientation sur la politique d'aide. L'un des objectifs de ce document est d'établir un lien plus efficace avec les politiques des donateurs grâce à la mise en place de processus simplifiés et partant, de servir d'instrument de mise en œuvre pour les priorités stratégiques énoncées dans le CSLP II. À terme, il pourrait aider à améliorer la prévisibilité des financements et à réduire le nombre de mécanismes de suivi et de notification.

### **Expériences réussies et bonnes pratiques**

La Sierra Leone a franchi des étapes importantes en mettant un terme aux conflits violents et en s'engageant sur la voie du développement à long terme. Parmi les expériences réussies, on peut citer les suivantes :

La réforme du secteur de la sécurité a produit de très bons résultats en conférant des pouvoirs à l'armée et aux autorités chargées de l'application de la loi, et en confiant à des instances nationales l'entière responsabilité de la conduite du pays. Les donateurs ont eu le mérite de promouvoir une approche holistique de la sécurité.

Les femmes ont réalisé de grandes avancées sur la scène politique. Sur les 124 parlementaires, 17 sont des femmes. Celles-ci ont constitué un groupe auquel se sont ralliés neuf autres parlementaires issus des trois partis politiques et des grandes chefferies.

Les deux principaux partis politiques, à savoir le *Sierra Leone People's Party* (SLPP) et le *All People's Congress* (APC), ont signé en 2009 un communiqué conjoint pour mettre fin à une soudaine flambée d'intolérance et de violence politiques. Ce communiqué fait également état d'un consensus plus large concernant le renforcement des grandes institutions démocratiques et des politiques nationales. Il pourrait donc représenter un important instrument de prévention et de résolution des conflits pour d'autres pays se trouvant dans une situation analogue<sup>1</sup>.

La société civile et les médias ont joué un rôle majeur en diffusant des messages de tolérance pour prévenir les conflits. Après les violences de mars 2009, par exemple, le Conseil interconfessionnel, l'Association des journalistes, la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) de la Sierra Leone ont uni leurs efforts pour promouvoir la paix et la stabilité dans l'ensemble du pays.

Tous les grands donateurs ont aligné leur action sur le CSLP II et ils déploient de grands efforts pour conjuguer leurs initiatives de manière à réduire les coûts de transaction à la charge du gouvernement.

### **Principales recommandations concernant le Dialogue international**

Les recommandations émanant de la Sierra Leone sont les suivantes :

Un dialogue périodique et institutionnalisé, aux niveaux politique et sectoriel, entre les donateurs et les pouvoirs publics est indispensable à tous les stades des processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État.

Une planification à long terme requiert des financements à long terme et partant, des engagements à long

---

<sup>1</sup> Conseil de sécurité des Nations Unies, 10 juin 2009, PBC/3/SLE/6, p .1.

terme de la part des donateurs.

Pour les besoins de la mise en œuvre, il importe que les versements soient plus prévisibles. Lorsque les critères de performance ne sont pas satisfaits, l'aide ne doit pas être suspendue sans qu'un dialogue ait été conduit pour apprécier les conséquences d'une suspension de l'aide et trouver des solutions communes.

Une approche plus intégrée du renforcement des capacités est nécessaire pour soutenir le processus de renforcement de l'État. Les donateurs et les pouvoirs publics ont la responsabilité conjointe d'élaborer une stratégie qui permette de renforcer les capacités humaines et institutionnelles.

Si l'imposition accélérée de structures démocratiques peut conférer une légitimité de surface aux gouvernements élus, les structures de gouvernance de base et en particulier les tensions existant entre les modes de gouvernance modernes et traditionnels appellent des stratégies et des financements à long terme. Cela vaut également pour les réformes judiciaire et parlementaire.

Les populations locales tardent souvent à bénéficier des dividendes de la paix. Les plans stratégiques doivent intégrer un plus grand nombre de gains rapides afin de conserver leur adhésion.